

Auto-passation

L'Express - Humeur Sylvain Ranjalahy - 21/01/13

Trop beau pour être vrai. Le retrait de Rajoelina a été salué de par le monde comme un geste patriote et rare en Afrique. Il est attendu pour être la clé de la sortie de crise même s'il a été arraché au forceps et que l'intéressé ne l'a pas accompli de gaieté de cœur. Pour le moment rien n'est moins sûr. Jusqu'ici le camp Rajoelina a toujours essayé de rattraper ses concessions par des calculs bien sentis. C'est ainsi qu'en acceptant le retour sans conditions des exilés, y compris Ravalomanana, dans la Feuille de route, il a contre balancé par une note explicative de l'article 20. Le tout est de permettre le retour de l'ancien président tout en le rendant impossible dans la pratique.

La situation n'a pas beaucoup évolué depuis et malgré la déclaration de forfait de son ennemi juré, la crise reste plus que jamais entière. Rajoelina n'est certes pas candidat mais il n'en reste pas moins président de la Transition. Et il a clairement affiché sa position sur cette question au lendemain de son désistement. Il ne compte pas permettre le retour de sa proie avant les élections. La communauté internationale lui a pourtant promis une amnistie d'office si jamais il était condamné pour quelque délit que ce soit aujourd'hui ou demain. Voilà en tout cas ce qui peut compliquer les choses étant donné que cette position est contraire au souhait de la communauté internationale.

Retour au pays et amnistie des exilés et des militaires condamnés, c'est l'exigence de la SADC avant la tenue des élections. Une nouvelle loi d'amnistie devrait donc être votée autre que celle qui a été adoptée avait reçu l'assentiment des experts internationaux. Si l'ancienne avait écarté toute possibilité à Ravalomanana d'espérer être parmi les bénéficiaires, celle que la SADC exige est tout à fait en sa faveur.

Ce sont de nouvelles conditions rajoutées à celles figurant dans la Feuille de route. Les échéances électorales risquent ainsi d'être repoussées si ces conditions ne sont pas remplies. L'Union européenne, un des plus grands bailleurs de fonds des élections, a déjà bien souligné que son aide est conditionnée à l'exécution sans équivoque et de façon intégrale des termes de la Feuille de route. Une position certainement partagée par les autres partenaires de la CENIT dans l'organisation des élections. Or, le camp de Rajoelina ne hâte pas le pas pour appliquer la loi d'amnistie ni de définir ceux qui peuvent en bénéficier. Il est clair que les candidats redoutés qui traînent des boulets peuvent compter les étoiles. Ceux ci commencent à râler et se détachent petit à petit d'Ambohitsorohitra.

Et comme Rajoelina n'est pas candidat, pourquoi se dépêcherait-il de se soucier du cas des éventuels adversaires de celui qu'il va présenter à sa place. Il n'a plus aucun intérêt à accélérer le processus électoral. Au contraire, un report voire une annulation des élections arrangerait ses affaires. La Feuille de route le désigne président de la Transition aussi longtemps que celle-ci existera. C'est d'autant plus certain qu'il ne lui est pas facile de trouver une doublure valable pour la présidentielle. À l'image de son rival, il est l'icône de son parti et derrière il n'y a que des fantômes qui n'ont aucune chance de faire de l'ombre aux autres candidats annoncés au grand dam de ceux qui rêvent d'être le calife à la place du calife.

Rajoelina attendra de faire la passation démocratique avec lui-même en 2018 lorsqu'il sera élu Président après avoir attendu sans quitter le pouvoir pendant cinq ans. On ne pourra pas lui en vouloir d'avoir joué les prolongations malgré lui. S'il le faut il ira jusqu'aux tirs au but. Reste à savoir jusqu'où il pourra cette fois résister à la pression internationale.

À ce propos, il pourra peut-être compter sur le soutien inconditionnel et engagé de l'armée. La visite des officiers et des policiers à Ambohitsorohitra au lendemain de sa déclaration, la présence massive des autorités militaires à ses côtés hier à Toamasina, la manœuvre à l'arme lourde hier au Tampoketsa, sont autant d'indices quant à la disponibilité des forces armées à toutes éventualités. L'armée peut bien reprendre le pouvoir qu'il a donné à Rajoelina et que la SADC vient de lui confisquer dans un coup d'État planétaire. C'est dans la logique des choses et c'est une possible sortie de crise.

Source : <http://www.lexpressmada.com/3238-humeur/auto-passation.html>